

Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Burundi et du Rwanda

BAD/AfDB, le 21-juil-2022 Burundi : lancement d'un projet d'interconnexion électrique avec le Rwanda cofinancé par la Banque africaine de développement et l'Union européenne. Le secrétaire permanent du ministère burundais de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines, Selemani Khamis, ambassadeur et chef de la Délégation de l'Union européenne au Burundi, Claude Bochu, et le responsable-pays du Groupe de la Banque africaine de développement au Burundi, Pascal Yembeline, ont procédé, le 15 juillet 2022 à Bujumbura, au lancement du projet d'interconnexion électrique entre le Burundi et le Rwanda.

La cérémonie a été organisée en marge de la signature du contrat d'exécution des travaux de construction de la partie burundaise du projet, conclu entre la Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité du Burundi (REGID) entreprise publique) et l'entreprise chargée des travaux, Transrail-Hanbaek.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

« Notre pays connaît un déficit énergétique qui bloque, non seulement l'accès de notre population à l'électricité qui constitue aussi un obstacle majeur au développement », déclare Selemani Khamis. Avant d'ajouter, à l'adresse des bailleurs : « Le gouvernement du Burundi est très reconnaissant pour vos contributions précieuses à sa politique de développement, et votre présence à ces cérémonies constitue, sans nul doute, un témoignage éloquent de l'engagement de l'Union européenne et de la Banque africaine de développement à accompagner pour la relance de son économie à travers le développement du secteur énergétique. Avec un coût total de 24,4 millions d'euros, le projet d'interconnexion des réseaux électriques du Burundi et du Rwanda consiste en la construction d'une ligne de 220 kilovolts, depuis la frontière entre le Burundi et le Rwanda jusqu'à Gitega via Ngozi au Burundi, où un poste de transformation haute et moyenne tension va être réalisé. Le projet comprend aussi une composante « électrification rurale », qui cible les localités que la ligne de 220 Kv traverse au Burundi : Mivo dans la province de Ngozi, Muhanga dans celle de Kayanza et Mutaho dans la province de Gitega. Une fois le projet achevé, les populations des zones rurales couvertes au Burundi auront enfin accès à l'électricité et, de façon plus globale, celle-ci sera proposée à un prix abordable, grâce à l'accroissement des échanges transfrontaliers d'énergie électrique. Les infrastructures construites dans le cadre du projet profiteront à l'interconnexion électrique à l'échelle régionale dans la sous-région des Grands lacs, dans le cadre du Projet d'interconnexion des réseaux électriques des pays des lacs africains du Nil, dont la Banque africaine de développement est l'un des principaux bailleurs. Le projet bénéficie d'un cofinancement de l'Union européenne (UE) de 15,7 millions d'euros, à travers la Facilité de cofinancement UE-Banque africaine de développement, que la Banque africaine de développement est chargée d'administrer à la suite d'une convention de délégation. La même apporte un appui de 8,69 millions d'euros. « La cérémonie qui nous réunit aujourd'hui est le résultat d'un partenariat fructueux entre le gouvernement du Burundi, l'Union européenne et la Banque africaine de développement dans le domaine de l'énergie », a déclaré l'ambassadeur et chef de la Délégation de l'Union européenne au nom des deux co-bailleurs du projet. « Tout ce que nous faisons, nous le faisons pour soutenir le gouvernement burundais, dans l'intérêt des populations du pays, qui travaillent dur et aspirent à des lendemains meilleurs », a ajouté Claude Bochu. La Banque africaine de développement et l'Union européenne ont renforcé leur partenariat et leur soutien aux efforts du gouvernement burundais en général et dans le secteur de l'énergie en particulier, dans le cadre de l'appui au Plan national de développement. La Banque africaine de développement et la Commission européenne ont renforcé leur partenariat en 2017. Les deux parties ont signé un accord-cadre sur les actions administrées par le Groupe de la Banque africaine de développement et financées ou cofinancées par l'Union européenne. Grâce à quoi, la Banque peut recevoir des subventions directement de la Commission européenne. Au total, ce sont 32 projets qui ont été cofinancés dans 27 pays du continent, représentant plus de 840 millions d'euros d'engagements.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});